

IAA  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 14/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL MILIN NEVEZ**

ZI de Kerbriant  
18 route de Plougonven  
29610 Plouigneau

Références : -  
Code AIOT : 0052902816

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SARL MILIN NEVEZ implanté MOULIN NEUF 29600 Plourin-les-Morlaix. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MILIN NEVEZ
- MOULIN NEUF 29600 Plourin-les-Morlaix
- Code AIOT : 0052902816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage de truites Arc-en-Ciel autorisé pour un tonnage annuel de 77 T de production.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Description de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 1-1	Sans objet
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
3	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	Sans objet
4	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 4.5.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités sur les points de contrôle vérifiés.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 1-1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Description de l'installation classée :		
Rubrique	Activité principale	Régime
2130-1-A	Piscicultures. 1. Piscicultures d'eau douce, la capacité de production étant supérieure à 20 t/an => 77 t / an	A
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	D

	44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t => 8,55 t	
Production de truites arc en ciel 15 bassins d'élevage dont 10 d'alevinage représentant 1 965 m3 et dont 5 pour les géniteurs représentant 1 090 m3		
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que la production est passée en mode biologique à la fin de l'année 2024 ce qui provoque une diminution de la densité de poissons (25 kg/m3).  Les informations de bilan transmises montre un dépassement de la production en 2023 (129,295 tonnes) et en 2024 (103,157 T) dans le contexte d'épizootie de Lactococcose. Compte tenu des mortalités survenues dans plusieurs élevage et des vides sanitaires, il y a eu un report de la production de grosses truites sur l'établissement après information préalable de l'inspection. Le suivi de la qualité de l'eau de ces années montre les respect des normes de rejet durant les périodes de dépassement de tonnage. Sur la période 01/01/2025 à 31/08/2025, la production s'établit à environ 35 T.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

**N° 2 : Règles d'aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect du débit réservé
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.  Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

**Constats :**

La pisciculture est alimentée par une prise d'eau sur le ruisseau le Coatlosquer, affluent rive droite du Queffleuth.

La prise d'eau est réalisée au niveau d'un ouvrage répartiteur situé à environ 450 m en amont de la pisciculture. Le canal d'amenée est équipé d'une échelle limnimétrique permettant le calcul du débit dérivé.

Le suivi des débits dérivé et réservé fait l'objet d'un enregistrement quotidien dans un fichier informatique transmis à l'inspection.

En outre, le tronçon court circuité est réalimenté en eau par un ruisseau provenant du bourg de Plourin-les-Morlaix. L'exploitant mesure le débit de ce cours d'eau à la jonction busée avec le tronçon court circuité par la méthode du remplissage d'un seau.

Le ruisseau le Coatlosquer n'est pas classé en liste 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement.

La pisciculture dispose d'un système de grilles à l'amont et à l'aval pour éviter l'échappement du poisson.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Règles d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets

**Prescription contrôlée :**

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 15.

Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2006 (article 4.5.3)

Le programme d'autosurveillance des rejets est réalisé dans les conditions suivantes :

Paramètres en différentiel amont/aval	Concentration instantanée (mg/l)	Concentration 2 heures (mg/l)
--	-------------------------------------	----------------------------------

NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	0,6	0,4
PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup>	0,3	0,2
NO <sub>2</sub> <sup>-</sup>	0,1	0,07
MES	12,5	12,5
DBO5	3	1,5

#### Constats :

Les eaux issues des bassins de production font l'objet d'un traitement par un dispositif de filtration (filtre à tambour) puis par un dispositif de décantation, avant rejet dans le ruisseau le Coatlosquer.

L'exploitant a transmis les relevés de l'autosurveillance sur les rejets sur l'année 2025 dans le cadre de la préparation de l'inspection.

Les résultats transmis montre 3 dépassements ponctuels sur le paramètre PO<sub>4</sub><sup>3-</sup> (mesures du 27/06/2025, du 20/08/2025 et du 28/08/2025)

Les autres mesures sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Règles d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion de l'épandage

#### Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

#### Constats :

Le dossier de porter à connaissance déposé le 2 janvier 2023, puis retiré le 31 octobre 2025 comporte une annexe 4 *plan d'épandage*. Les parcelles agricoles mises à disposition décrites dans

ce dossier sont exploitées par l'EARL de Goarem Pouldu à Plourin-lès-Morlaix.

Les bordereaux de suivi des épandages de boues transmis comporte les informations suivantes : identification du receveur et des parcelles agricoles concernées, quantité et valeur agronomique des boues, surface , date et signature.

Depuis 2022, les bordereaux transmis à l'inspection indiquent que l'exploitation mettant à disposition les terres est le GAEC Jouêtre de Plourin-lès-Morlaix.

Suite à une échange post-inspection, l'exploitant a déposé le plan d'épandage modificatif le 7 janvier 2026. L'étude préalable à l'épandage porte sur les terres exploitées par le GAEC Jouêtre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Règles d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Agents pathogènes / Propreté

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).

**Constats :**

L'installation est maintenue propre. L'entrée sur le site se fait après passage dans un pédiluve.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de suivi du débit réservé

**Prescription contrôlée :**

Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2006 (article 4.2.1)

Les débits sont relevés au minimum toutes les semaines par l'exploitant et tous les jours en période d'étiage. Les résultats correspondants sont consignés et classés dans le dossier prévu à l'article 2.7.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les documents servant à l'enregistrement des débits pour l'année 2025. La fréquence est hebdomadaire sur la période janvier à mai inclus. Elle est quotidienne à partir de juin jusqu'au mois d'octobre inclus. La fréquence redevient hebdomadaire à partir du mois de novembre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Autosurveillance**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Extrait de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2006 (article 4.5.3)  
Prescriptions en terme d'autocontrôles

Paramètres	Fréquence
DBO5, MES, NO2 <sup>-</sup>	étiage : mensuel hors étiage : trimestriel



	hors étiage : trimestriel
$\text{PO}_4^{3-}$	étiage : bimensuel hors étiage : mensuel
$\text{O}_2$ (dans le rejet)	étiage : quotidien
$\text{NH}_4^+$	étiage : hebdomadaire hors étiage : mensuel
IBGN	une fois tous les 5 ans en fin de période d'étiage

#### Constats :

L'exploitant a transmis les relevés de l'autosurveillance sur les rejets sur l'année 2024 dans le cadre du bilan annuel de fonctionnement et celui de l'année 2025 dans le cadre de la préparation de l'inspection.

L'inspection constate que la fréquence d'analyse est :- mensuelle hors étiage pour les paramètres  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$ , DBO5 et MES ;- mensuelle en étiage pour les paramètres DBO5 et MES;- hebdomadaire en étiage pour les paramètres  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NH}_4^+$  et  $\text{PO}_4^{3-}$ .

L'exploitant a transmis les résultats de la dernière analyse IBGN réalisée par le bureau d'études SCE. Le prélèvement des invertébrés a été réalisé le 24/09/2024.

Résultat amont : 18/20

Résultat aval : 15/20

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 4.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan annuel

#### Prescription contrôlée :

Un bilan annuel de fonctionnement est adressé chaque année à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ce bilan présente :

- l'ensemble des résultats d'analyses complétés par les informations suivantes concernant le jour du prélèvement : stock en place, la quantité d'aliment distribuée sur la période de 6 h avant le prélèvement, le débit traversier, la température et le pH ;
- la quantité annuelle d'aliment distribué présentée par mois avec le taux de phosphore qu'il contient ;

- la quantité de biomasse produite ;
- les dates et le volume de boues enlevées.

Ce bilan doit être transmis avant le 31 janvier de l'année suivante.

**Constats :**

Le bilan de fonctionnement portant sur l'année 2023 a été transmis le 19 février 2024 à la DDPP.

Le bilan 2024 a été transmis le 30 janvier 2025 par voie électronique.

Le bilans sont complets.

**Type de suites proposées :** Sans suite